



PREFET DES COTES D'ARMOR

Direction départementale de
la protection des populations

Service prévention des
risques environnementaux

ARRETE
PORTANT MODIFICATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er, livre V ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral délivré le 1^{er} octobre 2008 autorisant la Société GEOTEXIA MENE à exploiter une installation de valorisation (méthanisation) de déchets organiques, au lieu-dit « La Petite Vieille Lande » à SAINT-GILLES-du-MENE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 modifié, relatif au 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** la demande déposée le 4 janvier 2012 par la Société GEOTEXIA MENE présentant de nouvelles parcelles destinées à l'implantation de taillis à très courte rotation (TTCR) et l'irrigation des eaux traitées ;
- Vu** le dossier déposé à l'appui de sa demande et les réponses apportées aux remarques de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le rapport en date du 11 mai 2012 de l'inspecteur des installations classées ;
- Vu** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques du 25 mai 2012 ;
- Vu** le projet d'arrêté et le délai de 15 jours accordés à l'exploitant pour présenter éventuellement des observations, conformément à l'article R512-26 du code de l'environnement.

Considérant les mesures de prévention prises afin de limiter les dangers ou inconvénients pour l'environnement,

Considérant que des tests d'infiltration des eaux traitées seront réalisés lors de l'implantation des TTCR sur chacune des nouvelles parcelles ;

Considérant que les charges en éléments fertilisants seront réduites comparativement à la demande initiale ;

Considérant que les opérations d'épandage ne généreront pas d'embruns sur l'habitation jouxtant la parcelle dénommée « la croix perron » ;

Considérant qu'un talutage sera réalisé en partie basse de la parcelle dénommée « la lande des chemins » afin de réduire les ruissellements au fossé ;

Considérant la mise en place d'un dispositif d'obturation automatique du bassin tampon des eaux pluviales et de prévention des pollutions accidentelles ;

Considérant que le merlon en bitume réalisé à l'entrée de l'établissement permettra de confiner le contenu de la plus grande cuve ;

Considérant que les dispositifs d'alerte seront aménagés et régulièrement vérifiés afin de s'assurer de la transmission des messages ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 7-6-8 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2008 est modifié comme suit :

Protection des milieux récepteurs

« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 360 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4-3-9 de l'arrêté du 1^{er} octobre 2008 (Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales).

Le bassin est équipé d'un dispositif d'obturation automatique asservi à la conductivité (fermeture de la vanne dès lors que la conductivité est supérieure à 500 µsiemens).

Un merlon en bitume, réalisé à l'entrée de l'établissement, permettra de stocker le contenu, en cas de rupture, de la plus grande cuve (3000 m³). »

ARTICLE 2 :

L'article 8-1-2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2008 est modifié comme suit :

Irrigation autorisée

« L'exploitant est autorisé à pratiquer l'irrigation de ses eaux traitées sur les parcelles suivantes, dont le plan figure en annexe au présent arrêté :

- TTCR :

. AK 167, AK 168, AK 182, AK 225 et AK 226 (îlot PAC « la croix du perron », surface de 5.5 hectares),

. AL 15, AL 16, AL 97, AL 99, AL 101 (îlot PAC « la lande du chemin », surface de 3.83 hectares),

- . AL 53 (0,435 ha),
- . AL 54 (1,109 ha),
- . AK 218 (4,112 ha).

- Miscanthus:

- . AM 64 (0,425 ha),
- . AM 65 (1,391 ha),
- . AM 66 (0,406 ha),
- . AM 79 (0,955 ha).

Un talutage en partie basse de la parcelle de «la lande du chemin », afin de prévenir le risque de ruissellement vers le fossé, sera réalisé avant le début de l'irrigation.

Sur chacun des îlots « la croix du perron » et « la lande du chemin », préalablement au démarrage de l'irrigation des eaux traitées, des tests d'infiltration seront réalisés afin de déterminer et d'adapter les volumes apportés à la capacité des sols. »

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes (3, contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX) :

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- 2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 4 : PUBLICATION

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant les motifs qui ont fondé la décision sera affiché en mairie de SAINT-GILLES-du-MENE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la Société GEOTEXIA MENE.

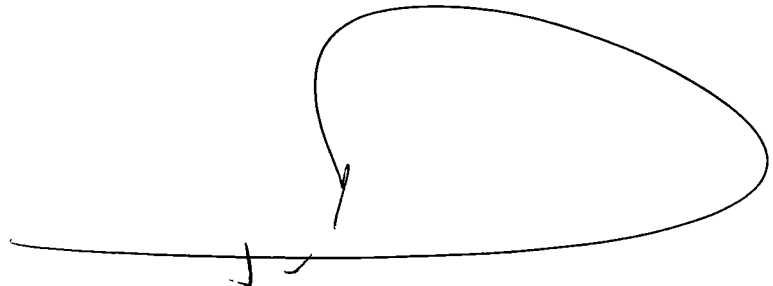
Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la Société GEOTEXIA MENE dans deux journaux d'annonces légales du département : « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

ARTICLE 5 : APPLICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor,
Le directeur départemental de la protection des populations,
Le Maire de SAINT-GILLES-du-MENE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Société GEOTEXIA MENE, pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 27 JUIN 2012

**Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général**

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a large, rounded loop that extends upwards and then curves back down to the horizontal line.

Gérard DEROUIN